

Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député nous parle de certaines faiblesses dans l'ouest du pays. Il sait, par exemple, que l'un des principaux facteurs au cours des dernières semaines a été le lock-out dans le secteur des pâtes et papiers en Colombie-Britannique. Ce lock-out a été décidé par l'industrie et il est du ressort du gouvernement provincial. Un certain nombre de mesures ont été prises et je suis heureux de voir une reprise de l'activité dans ce secteur. J'espère que cela donnera des résultats dans un avenir rapproché. Ce lock-out a eu des répercussions extrêmement négatives sur la Colombie-Britannique au cours des dernières semaines.

En ce qui a trait à la tendance générale, j'ai signalé que mon budget visait à consolider la tendance positive sur la scène économique. J'avais conclu que ce n'était pas le moment de modifier radicalement notre politique, et je le crois encore.

Pour ce qui est de la tenue générale de l'économie, je continue à croire que nous connaissons une forte croissance cette année. Ces prévisions sont confirmées par les prévisions des secteurs privé et public à l'échelle nationale et internationale.

LES RÉPERCUSSIONS DES TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Ce ne sont pas là des extrapolations, monsieur le Président, mais bel et bien ce qui se passe chez nous depuis six mois. Ce n'est pas non plus un phénomène de courte durée, puisque la situation dure depuis août dernier. Le ministre s'arrange pour ne rien voir.

Le dollar a fléchi. Il est dévalué à l'heure actuelle, puisqu'il ne vaut que 77.5c. américains, et tout ce que le ministre a su faire, c'est hausser les taux d'intérêt. Il a contribué, ce faisant, à ralentir notre économie au cours des six derniers mois.

Le ministre ne reconnaît-il pas que sa politique de l'argent cher va encore ajouter aux difficultés des hommes, des femmes et des jeunes de notre pays qui continuent de chercher un emploi?

● (1420)

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député sait pertinemment que nous avons pour politique de maintenir les taux d'intérêt non pas à leur niveau le plus haut, mais bien au contraire à leur niveau le plus bas. En fait, s'il se donnait la peine de vérifier, le député constaterait que le taux préférentiel chez nous est de un demi pour cent inférieur à ce qu'il est aux États-Unis, alors même qu'il lui a déjà été supérieur de 4 p. 100 il y a quelques années. Le gouvernement a certes eu pour politique ces dernières années de maintenir le taux d'intérêt à un niveau très bas, voire le plus bas. J'aimerais bien que mon honorable collègue nous dise quelle politique des taux d'intérêt il poursuivrait, lui.

Quant à notre dollar, il a effectivement fléchi par rapport au dollar américain, mais je dirai au député que par rapport à la

moyenne pondérée des devises outre-mer, la valeur de notre dollar a augmenté de 2.1 p. 100 depuis un mois.

Si la valeur de notre dollar a diminué de 0.9 p. 100 par rapport au dollar américain depuis le 30 mars, elle a augmenté de 4.9 p. 100 par rapport au Deutsch Mark, de 2.9 p. 100 par rapport à la livre sterling, de 4.5 p. 100 par rapport au franc suisse, et de 0.9 p. 100 par rapport au yen. Voilà ce qui est advenu de ces autres devises par rapport au dollar américain au cours de cette période. La valeur de notre dollar a diminué moins que celle du Deutsch Mark, de la livre sterling, et du franc suisse, et autant que le yen.

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR—ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU BUDGET

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Si le ministre est si fier de la situation de notre dollar sur les marchés de change étrangers, pourquoi verse-t-il des centaines de millions de dollars afin de soutenir le dollar? Chose certaine, notre dollar est passé de 81.5c. à 77.5c. et la baisse continue. La seule réaction du ministre est de hausser les taux d'intérêt. Il sait qu'ils ont augmenté de façon spectaculaire.

Les dirigeants du pays sont certes à blâmer. Il nous faudrait un nouveau budget, une nouvelle proposition, des projections honnêtes. Quand le ministre présentera-t-il de nouvelles prévisions et s'attaquera-t-il aux faiblesses fondamentales de l'économie canadienne?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, on a un bel exemple des politiques contradictoires recommandées par les progressistes conservateurs. Le député qui a posé les questions précédemment demandait ce qu'on allait faire pour créer plus d'emplois, tout en se plaignant que le gouvernement ne dépensait pas suffisamment d'argent afin de venir en aide aux chômeurs. Nous avons maintenant le député progressiste conservateur suivant qui signale qu'il faut présenter des contrôles supplémentaires en ce qui a trait aux dépenses, qu'il faut réduire celles-ci, et ainsi de suite.

L'honorable député sait fort bien que les taux d'intérêt ont moins monté, ici, qu'aux États-Unis, et ce récemment. Il sait fort bien, par exemple, que le taux préférentiel des banques aujourd'hui, qui est de 11.5 p. 100 au Canada, est de 12 p. 100 aux États-Unis. Il sait fort bien également qu'on ne peut pas avoir au Canada de politique concernant les taux d'intérêt substantiellement différente de celle des États-Unis, et que l'on ne peut pas avoir des écarts considérables à la baisse entre les taux d'intérêt au Canada et les taux américains. Je défie l'honorable député de pouvoir établir une politique à ce sujet et de faire une proposition précise qui pourrait nous faire avoir un tel résultat. Il sait fort bien qu'il ne s'agit pas là d'une solution réaliste.